

Département de Seine et Marne
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE
Délibération du conseil communautaire du 04 mars 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 04 mars à 18h30, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle polyvalente de la commune de La Ferté-sous-Jouarre sur la convocation qui leur a été adressée le 25 février 2025 par le président Ugo PEZZETTA en vertu de l'article L5211-41-3 V et conformément aux articles L.5211-1 à L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant notamment aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du (CGCT) applicables en la matière.

Présents : 60 Pouvoirs : 10 Absents : 9 Excusés : 5 Votants : 70

Présents : MM. Et Mmes, ANCELIN Albane, ARNOULT François, AULIAC Caroline, AUTENZIO Christine, BARDET Jean, BERGAMINI Jean-François, BERNARD Françoise, BERTHELIN Céline, BOGARD Jean-Louis, BOULET Thierry, BOULVRAIS Daniel, Jean-François GUÉRIN suppléant de BOURDIER Monique), BRUN Matthieu, CANINI Joëlle, CARLIER Dominique, CHARBONNEL Jean-Luc, CHEVRINAIS Sophie, CORBISIER Sébastien, DE LADOUCETTE Flore, DELOISY Sophie, DHORBAIT Guy, DOMARD Muriel, Philippe DUMONT (Suppléant de DUPOURT Vincent), ESMIEU Sarah, FLEISCHMAN Thierry, FOURNIER Pascal, GOBARD Éric, GUILLETTE Christine, HORDÉ Pierre, HOUDAYER Sébastien, JACOTIN Bernard, KIT Michèle, KURAS Leslie, LABORDE Fabrice, LESCURE Martine, LIEVIN Maxime, MACHURÉ Dominique, MARIÉ Aurélien, MASSON Jean-François, MERCIER Angélique, MICHON Maryse, MIFFRE-PERETTI Laurence, MOLET Franz, NALIS Daniel, PERRIN Sylviane, PEZZETTA Sonia, PEZZETTA Ugo, PICARD Laurence, PRÉVOST Jean-Jacques, ROMANOW Patrick, Dominique BOUCHASSON (suppléant de SCHAUFLEUR Jacqueline), SEDDIK Sami, THIERRY Pascal, THOMAS Cédric, VALLÉE Fabien, VAN LANDEGHEM Jean-Marie, VAUDESCAL Jean-Louis, VEYSSET Katy, VIVET Emmanuel et WARZOCHA Richard.

Pouvoirs : **BRODARD Yves** à Ugo PEZZETTA - **CANALE Aude** à Pascal THIERRY - **DURAND Daniel** à Jean-Luc CHARBONNEL - **GRIBOVALLE Géraldine** à Daniel NALIS - **GUILBAUD Corinne** à Sonia PEZZETTA - **MARCILLY Fabrice** à Christine AUTENZIO - **MUSART Jean-Luc** à Flore DE LADOUCETTE - **POVIE Marie-Claude** à Angélique MERCIER - **RIESTER Franck** à Laurence PICARD - **VUILLAUME Didier** à Bernard JACOTIN.

Absents excusés : - CHAUVIN Joël - DENAMIEL Alexandre - PATIN Jean-Raymond - POISSON Francis - RIMBERT Philippe.

Absents non excusés : ALONSO Matthieu - CAUX Nicolas - DAMET Éric - DE CLERCK Christophe - DESWARTE Philippe - FINOT Lysiane - FOURMY REUX Philippe - STANISLAS Marie-Noëlle - THEBAULT Pierre-Rick,

Secrétaire de Séance : Guy DHORBAIT

Délibération 2025-018 : Adoption du PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial)

Le PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial) répond à l'obligation réglementaire introduite par la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance verte qui impose aux EPCI de plus de 20 000 habitants d'élaborer un Plan Climat et les nomme coordinateurs de la transition énergétique sur leur territoire.

Le PCAET constitue ainsi un cadre d'engagement pour le territoire, à travers une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle, qui concerne tous les secteurs d'activité. Il a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux, autour des enjeux énergétiques et climatiques, et à décliner cinq objectifs majeurs :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Réduction des consommations énergétiques,
- Promotion du développement des énergies renouvelables,
- Amélioration de la qualité de l'air,
- Adaptation du territoire aux effets du changement climatique.

La CACPB s'inscrit pleinement dans cette démarche, notamment en valorisant et en renforçant les dynamiques déjà à l'œuvre sur son territoire en matière de rénovation énergétique, de prévention des inondations et gestion des milieux aquatiques, de gestion et préservation de la ressource en eau, de création d'un PNR et de promotion du « slow tourisme », de déploiement de télécentres...

C'est dans ce sens que le territoire a souhaité recourir à l'offre d'accompagnement proposée par le SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne) pour formaliser son PCAET. Le territoire a adopté le principe d'un Plan Climat Air Énergie Territorial en 2020 et a arrêté son projet à l'unanimité en décembre 2022.

Le Plan Climat propose de déployer plusieurs actions et champs de réflexion autour des objectifs suivants :

En matière de maîtrise des énergies

Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

En matière de déplacements et de mobilité

Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

Objectif 2 : contribuer à limiter les déplacements

Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

En matière de préservation des ressources naturelles

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau, en adaptant le territoire aux risques climatiques

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

En matière de comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage de déchets

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives éco-citoyennes

Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

Ce plan comporte au total 40 actions déclinées autour de ces objectifs prioritaires. Il pourra être amendé et complété, au cours de la mise en œuvre du PCAET, par des actions portées par la collectivité ou des acteurs du territoire.

Le Plan Climat Air Énergie Territorial, une fois adopté, a une durée de vie de 6 ans. Une évaluation à mi-parcours devra être réalisée au bout de 3 ans. Des outils de suivi seront mis en place et un tableau de bord du PCAET sera construit et alimenté par des indicateurs de suivi des actions, en lien avec l'ensemble des partenaires concernés.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-34,

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L.120-1 relatif à la participation du public, son article L.229-25 relatif au bilan de gaz à effet de serre et ses articles L.229-26, R.229-51 et suivants relatifs aux plans climat air énergie territoriaux,

VU le Code de l'énergie, et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 »,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et plus particulièrement son article 188,

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 portant loi d'orientation des mobilités,

VU le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU l'ordonnance n°2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans de gaz à effet de serre et audits énergétiques,

VU l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 en date du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France,

VU le schéma régional climat air énergie de la région Ile-de-France approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de la Région Ile-de-France le 14 décembre 2012,

VU la délibération n°2017-67 du Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne relative à la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET),

VU la délibération 2018-212 du 27 septembre 2018, relative à l'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par le SDESM et la délibération 2020-136 du 27 février 2020 permettant d'élargir la convention avec la SDESM sur l'ensemble du territoire de l'agglomération,

Conformément à la réglementation, le projet a depuis fait l'objet d'une saisine de l'autorité environnementale pour avis. Il a également été soumis à l'État, au Conseil Régional et au public par le biais d'une consultation. Ces consultations ont fait l'objet de mémoires en réponse annexés à la présente délibération. Les avis recueillis n'ont pas induit de modifications fondamentales du projet.

Le PCAET est composé de plusieurs éléments :

1. Un diagnostic du territoire

Présenté en 2021, le diagnostic contient l'état des lieux des consommations énergétiques du territoire, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques, des réseaux de transport et de distribution d'énergie, de la production d'énergie renouvelable... L'étude comporte également une démarche d'évaluation environnementale stratégique qui vise à mieux anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application des plans et programmes, pour adapter ces derniers tout au long de leur élaboration.

2. Une stratégie territoriale

À partir des constats mis en avant par le diagnostic, les élus de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se sont réunis en mai 2021 pour faire émerger une vision commune de l'avenir du territoire, discuter des objectifs à atteindre et préfigurer la stratégie territoriale. Cette stratégie a ensuite été présentée en Comité de pilotage en juin 2021.

3. Un plan d'actions

Élaboré sur la base des enjeux définis au préalable et suite à l'ensemble des ateliers de concertation, le plan d'actions a été présenté en comité de pilotage en octobre 2022. À ce jour, le plan d'actions comporte 40 actions, elles-mêmes composées de plusieurs mesures. Chaque fiche-action décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés.

4. Un plan air renforcé

L'article 85 de la loi d'orientation de mobilités (LOM) oblige certains EPCI à intégrer dans leur PCAET un « plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques » fixant des objectifs biennaux de réduction des émissions à compter de 2022, au moins aussi exigeants que ceux du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA). Le volet sur l'air, nouvelle thématique, est désormais une réflexion à mener en parallèle des réflexions sur l'énergie et consigné dans un document spécifique, qui montre comment les actions envisagées vont concourir à ces objectifs.

Un **bilan de la concertation préalable** est associé en complément au dossier constitutif du PCAET. La réussite du PCAET repose sur l'implication de l'ensemble des acteurs présents sur le territoire. Ainsi, les communes, les citoyens, les associations, les entreprises, les acteurs de l'énergie, l'ensemble des acteurs économiques ont été associés dans le cadre d'une démarche participative à l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial de la CACPB. Au-delà de la mobilisation des agents de l'agglomération et des élus, tout au long du processus d'élaboration, l'ensemble des acteurs du territoire et le public ont été investis dans une démarche de co-construction du PCAET, à travers des séminaires d'échanges, des réunions publiques de mobilisation des acteurs locaux (entreprises, agriculteurs, associations, grand public), des ateliers thématiques, des comités de pilotage partenariaux et des séances de travail entre élus, en lien avec la Commission Environnement...

Les contributions au sein de ces démarches et la formalisation des différents documents ont permis de faire émerger quatre grandes orientations générales au cœur du PCAET :

1. Un territoire attentif à la maîtrise des énergies, en matière d'habitat et d'énergies renouvelables
2. Un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables
3. Un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles
4. Un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Cette stratégie territoriale se déploie à partir d'un programme d'actions opérationnelles à 6 ans (2025-2031). Ces actions relèvent des compétences de l'agglomération et des contributions territoriales nécessaires à l'atteinte des objectifs et des politiques publiques mises en œuvre en matière de mobilité, d'urbanisme, d'économie, d'habitat, d'eau, de déchets sont les moteurs de la transformation du territoire.

VU la délibération 2022-225 du 14 décembre 2022, portant arrêt du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET),
VU les consultations règlementaires et publiques engagées,
VU l'avis favorable de la Commission Environnement du 5 février 2025,

CONSIDÉRANT le travail technique, stratégique et de concertation engagé par la Communauté d'agglomération depuis plus de deux ans pour l'élaboration de son Plan Climat Air Énergie Territorial,
CONSIDÉRANT la dynamique partenariale initiée pour la formalisation du PCAET,
Après discussion et vote par 68 POUR, 0 CONTRE et 2 ABSTENTIONS (Aude CANALE et Pascal THIERRY), le Conseil communautaire décide :

- d'adopter le Plan Climat Air Énergie Territorial, constitué du diagnostic territorial, de la stratégie, du plan d'actions et de son évaluation environnementale, tels qu'annexés à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Président, ou son représentant, à solliciter toutes les aides financières possibles dans le cadre de la mise en œuvre du PCAET.

Le Président

Ugo PEZZETTA

Coulommiers le 06 mars 2025